

RAPPORT 2014 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Résumé analytique

La Constitution intérimaire, dite Charte nationale de transition, garantit la liberté de religion et l'égalité de protection de tous au regard de la loi, sans distinction de religion. Elle interdit toute forme d'intolérance et « d'intégrisme religieux ». Les responsables du gouvernement de transition ont exercé un contrôle ou une influence limités dans la plupart du pays et n'ont ni prévenu ni réprimé les abus commis par les milices de l'ex-Seleka, principalement musulmanes, ou des anti-Balaka, principalement chrétiennes.

La poursuite des violences commises par les forces de l'ex-Seleka et anti-Balaka n'ont fait qu'intensifier encore les tensions et les haines interconfessionnelles. Les deux camps se sont livrés à de violentes attaques contre des civils en raison de leur appartenance religieuse et à des destructions et des pillages d'édifices religieux, qui ont fait quelque 3 000 morts et ont causé le déplacement de plus d'un million de personnes. Les musulmans étaient en butte à une discrimination sociale et ont été la cible de propos haineux diffusés par les médias imprimés. Des milliers d'entre eux faisaient face à une insécurité alimentaire et personnelle au sein d'enclaves urbaines, tandis que des milliers de chrétiens et de musulmans vivaient dans des conditions précaires dans des camps de personnes déplacées.

Le 14 septembre, le gouvernement des États-Unis a rouvert son ambassade dans le pays, après une suspension de ses activités diplomatiques de près de deux ans. Le retour des diplomates américains a facilité les entretiens sur les préoccupations en matière de liberté de religion avec les autorités gouvernementales et les réunions avec les dirigeants de groupes religieux. Dans son allocution à l'Assemblée générale des Nations Unies, le président Obama a évoqué les dimensions religieuses du conflit et a appelé les dirigeants chrétiens et musulmans en République centrafricaine à rejeter la violence. Le secrétaire d'État Kerry a condamné les violences interconfessionnelles dans le pays et a appelé à la réconciliation. L'envoyé spécial des États-Unis près l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et un groupe de dirigeants religieux américains en vue, catholiques, protestants et musulmans, se sont rendus dans le pays et ont rencontré des dirigeants religieux et des responsables de groupes de la société civile et de mouvements rebelles, pour promouvoir la tolérance religieuse et la réconciliation. Les dirigeants religieux et les membres des divers groupes ont signé

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

une déclaration par laquelle ils rejettent la violence et appellent à un dialogue intercommunautaire et interconfessionnel.

Section I. Démographie religieuse

Le gouvernement des États-Unis a estimé (en juillet 2014) la population de la RCA à 5,3 millions d'habitants. Selon le recensement de 2003, cette population se répartit comme suit : 51 % de protestants, 29 % de catholiques, 10 % de musulmans, 4,5 % de membres d'autres religions, et 5,5 % de personnes sans croyances religieuses. Selon les organisations non gouvernementales (ONG) Oxfam et Coef5, le pourcentage de musulmans atteint 15 %. Certains chrétiens et musulmans intègrent des aspects des croyances autochtones dans leurs pratiques religieuses.

Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement

Cadre juridique

La Constitution intérimaire, dite Charte nationale de transition, garantit la liberté de religion et l'égalité de protection de tous au regard de la loi, sans distinction de religion. Elle interdit toute forme d'intolérance et « d'intégrisme religieux ». Elle prévoit lors de la prise de fonction du chef de l'État une prestation de serment par celui-ci « devant Dieu » et une promesse de remplir les devoirs de sa charge sans considérations d'ordre religieux ou confessionnel. Elle précise que l'assemblée législative du pays, le Conseil national de 135 membres, compte six membres de groupes religieux et elle interdit les partis politiques qui s'identifient à un groupe religieux particulier.

Les groupes religieux, à l'exception des groupes religieux autochtones, sont tenus de s'enregistrer auprès du ministère de l'Administration du territoire. Pour être admis à ce faire, les groupes religieux doivent démontrer qu'ils comptent au minimum 1 000 membres et leurs dirigeants doivent justifier d'une éducation religieuse que les autorités gouvernementales jugent suffisante.

La législation autorise le ministère de l'Administration du territoire à refuser d'enregistrer tout groupe religieux qu'il juge contraire à la morale publique ou susceptible de porter atteinte à la paix sociale ; il est de même autorisé à suspendre les activités de groupes religieux enregistrés s'il considère que ces activités sont de nature subversive. L'enregistrement est gratuit et assure une reconnaissance

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

officielle ainsi que des avantages limités, tels que l'exemption des droits de douane pour l'importation de véhicules ou de matériel. Il n'est pas prévu de sanctions pour les groupes qui ne s'enregistrent pas.

Bien que le gouvernement n'interdise pas de façon explicite l'enseignement religieux dans les établissements d'enseignement public ou privé, ce type d'instruction ne fait pas partie des cursus officiels des écoles publiques.

Pratiques gouvernementales

Les responsables du gouvernement de transition ont exercé un contrôle ou une influence limités dans la plupart du pays au cours de l'année, et les forces de police et de gendarmerie n'ont ni prévenu ni réprimé les abus commis par les milices soit de l'ex-Seleka, principalement musulmanes, soit des anti-Balaka, principalement chrétiennes.

Michel Djotodia, ancien chef rebelle devenu président en 2013 après que les forces de la Seleka eurent renversé le gouvernement en place, a démissionné en janvier et Catherine Samba-Panza a assumé la présidence du régime de transition. Le 10 août, elle a nommé au poste de Premier ministre Mahamat Kamoun, le premier musulman à occuper ce poste dans le pays. Le 4 octobre, la présidente a célébré l'Aïd al-Adha à la mosquée centrale de Bangui.

Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

La montée des violences interconfessionnelles lors de nombreux incidents survenus de décembre 2013 à la fin 2014 aurait, selon les rapports, fait plus de 3 000 morts et causé le déplacement de plus d'un million de personnes dans tout le pays, aggravant ainsi une situation humanitaire déjà critique.

Les violences croissantes commises par les forces de l'ex-Seleka et des anti-Balaka contre les chrétiens et les musulmans, respectivement, ont induit des tensions et des haines interconfessionnelles qui, selon des groupes de la société civile, n'existaient pas avant le début des violences en 2013 et qui menaçaient d'échapper à tout contrôle dans de nombreuses régions du pays.

De nombreuses familles musulmanes ont fui leur foyer et quelque 50 000 musulmans et chrétiens ressortissants de pays tiers ont quitté la RCA.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Des combattants musulmans ont attaqué des chrétiens qui avaient trouvé refuge dans les locaux d'une église. Le 28 mai, des hommes porteurs d'armes automatiques et de grenades ont tué 17 personnes, dont un prêtre, à la cathédrale Notre-Dame de Fatima, à Bangui. Le 7 juillet, des combattants de l'ex-Seleka armés de fusils et de grenades ont pénétré dans l'enceinte de la cathédrale Saint-Joseph à Bambari, y ont tué 26 personnes dont 11 femmes et enfants, et en ont blessé 35. Quelque 12.000 personnes déplacées avaient trouvé refuge dans cette enceinte, fuyant l'escalade de la violence aux environs de la ville. Dans une déclaration diffusée par Radio Ndeke Luka, l'évêque a accusé les éléments de l'ex-Seleka d'avoir pillé la cathédrale.

À la fin janvier, un convoi transportant principalement des musulmans, dont des membres de milices ex-Seleka, a ouvert le feu sur les habitants, majoritairement chrétiens, de la ville de Bocaranga, forçant un grand nombre d'entre eux à s'enfuir.

En février, des affrontements dans la ville de Boda ont fait plus de 75 morts, pour la plupart des musulmans.

Des groupes de l'ex-Seleka et des anti-Balaka ont détruit des sites religieux. Après le pillage de plusieurs églises catholiques et protestantes par des forces de l'ex-Seleka lors de leur avancée sur Bangui, des forces anti-Balaka ont détruit toutes les mosquées se trouvant dans les zones sous leur contrôle, dont plusieurs à Bangui. Selon la communauté musulmane de Bangui, des groupes chrétiens ont détruit 31 des 37 mosquées de la capitale.

Les musulmans ont continué à être confrontés à une discrimination sociale constante. Des groupes vigilantistes ont fréquemment saccagé des magasins ayant des musulmans pour propriétaires et ont parfois harcelé, battu et détenu des musulmans. Des milliers de musulmans des enclaves urbaines vivaient dans une situation d'insécurité alimentaire et personnelle.

Des discours haineux visant les musulmans ont été diffusés dans certains médias. Une étude réalisée en avril et mai par l'Observatoire des médias centrafricains (OMCA) a relevé 79 exemples de propos haineux en rapport avec la religion. Quelque 19 % des articles parus dans la presse portant sur les façons de résoudre le conflit proposaient une solution radicale, préconisant le départ des musulmans de la RCA. Par ailleurs, l'OMCA a noté l'absence fréquente de points de vue musulmans dans les reportages sur les initiatives de paix interconfessionnelles. Les journalistes avaient tendance à interviewer les victimes chrétiennes des violences,

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

en employant souvent de façon interchangeable les expressions « communauté musulmane », « bandits musulmans » et « combattants de l'ex-Seleka », couramment employés par ces victimes.

Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis

Le 14 septembre, le gouvernement des États-Unis a rouvert son ambassade dans le pays, après une suspension de ses activités diplomatiques de près de deux ans due à des inquiétudes relatives à la sécurité. Le retour des diplomates américains ont facilité les entretiens sur les préoccupations en matière de liberté de religion avec les autorités gouvernementales et les dirigeants de groupes religieux.

Dans son allocution à l'Assemblée générale des Nations Unies, le 24 septembre, le président Obama a évoqué les dirigeants chrétiens et musulmans qui ont fait front commun en République centrafricaine pour rejeter la violence, et il a invité toutes les parties concernées à écouter l'imam qui avait déclaré : « La politique cherche à diviser les adeptes des religions dans notre pays, mais la religion ne doit pas être source de haine, de guerre ou de discorde ». Le 27 janvier, le secrétaire d'État Kerry a noté dans une déclaration : « Les États-Unis sont vivement préoccupés par la reprise de la violence interreligieuse en République centrafricaine (RCA). Nous condamnons les attaques menées à Bangui et dans les provinces par des groupes tant anti-Balaka que de la Seleka. Nous sommes en outre profondément perturbés par les informations selon lesquelles certains dirigeants de la RCA pourraient soutenir des attaques menées par des miliciens anti-balaka et des éléments de la Seleka, respectivement, au lieu de travailler pour la paix et la réconciliation. » Et le 5 février, le porte-parole du Département d'État avait émis une déclaration exprimant les graves préoccupations des États-Unis devant les attaques sectaires visant les musulmans et les chrétiens, les morts et les déplacements de population qu'elles provoquent, et appelant à la fin des violences et à un retour à une société stable et paisible.

Le 7 janvier, L'envoyé spécial des États-Unis près l'OCI a été l'hôte à Washington d'un dialogue interconfessionnel sur la crise, qui a réuni des dirigeants religieux des deux pays pour donner de la visibilité aux efforts déployés par eux pour promouvoir la paix et la réconciliation. Mgr Dieudonné Nzapalainga, archevêque de Bangui, l'imam Omar Kobine Layama, président de la Conférence islamique de RCA, le révérend Nicolas Geurekoyame Gbangou, président de l'Alliance évangélique en Centrafrique, et Mme Catherine Samba-Panza, à l'époque maire de Bangui, ont participé à la vidéo-conférence depuis Bangui.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le 7 avril, une délégation comprenant l'envoyé spécial auprès de l'OIC, le conseiller principal du Département d'État pour la République centrafricaine, des représentants de haut niveau de la Conférence des évêques catholiques des États-Unis, le président de l'Alliance évangélique en Centrafrique et le président de la Société islamique d'Amérique du Nord se sont réunis dans une mosquée de Bangui avec des imams et des dirigeants communautaires, ainsi que dans une cathédrale avec un public de dirigeants chrétiens. Ils ont également rencontré la présidente de transition Samba-Panza, des membres de la société civile, des responsables de groupements de jeunesse, des femmes dirigeantes, des représentants des mouvements anti-Balaka et de l'ex-Seleka et des représentants d'ONG. Les dirigeants religieux et les membres des divers groupes ont signé une déclaration par laquelle ils rejettent la violence et appellent à un dialogue intercommunautaire et interconfessionnel.

Le 22 septembre, des membres du personnel de l'ambassade des États-Unis se sont rendus à la mosquée centrale de Bangui où ils ont rencontré quatre imams, dont trois avaient vu leur mosquée détruite par des éléments anti-Balaka. Les imams ont décrit la situation des musulmans, hommes et femmes, contraints de se déguiser pour pouvoir se déplacer dans certains quartiers de la ville sans être attaqués ou harcelés, et ont évoqué la discrimination à laquelle les musulmans sont en butte lorsqu'ils présentent des demandes de passeport. Le chargé d'affaires a insisté sur l'importance de la tolérance et du respect des différentes confessions ainsi que sur celle du droit des musulmans de participer pleinement à la vie sociale, économique et politique du pays.

Le gouvernement des États-Unis a demandé aux stations de radio locales et aux autres médias du pays de transmettre des messages de dirigeants religieux locaux, chrétiens et musulmans, plaidant en faveur de la paix et de la réconciliation.